



Des experts enquêtent sur le site du naufrage de la Victoire à Pointe aux Canonnières

Page 3

Encourager les jeunes de Britannia à jouer un rôle plus actif dans le programme de prévention de la toxicomanie

Page 3

Le ministre Balgobin déclare

La recherche et l'innovation sont essentielles pour le développement à Rodrigues



Page 3

Foot/News

Everton «en pourparlers» pour signer Michy Batshuayi de Chelsea



Page 8

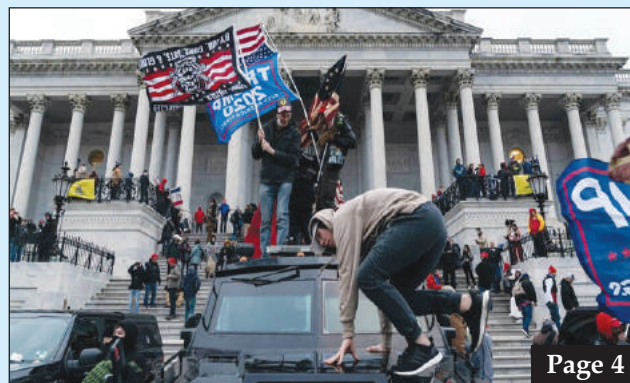
Newcastle United offre 47 millions pour James Maddison



Page 8

Assaut du Capitole

Sept ans de prison pour l'un des assaillants, militant d'extrême droite



Page 4

Visite de Pelosi:

Taiwan «ne reculera pas» face aux menaces de la Chine, qui va lancer des manœuvres



Page 5

Londres

Course à Downing Street: des propos de Liz Truss sèment la zizanie



Page 5

A la télé aujourd'hui



06.00 Local: Klip Seleksion
06.45 Local: Coin Jardin
06.59 D.Anime: Tom-Tom Et Nana
07.16 D.Anime: Pet Alien
08.05 D.Anime: P'tit Cosmonaute
09.00 Film: Dive Olly Dive And The Octopus Rescue
12.00 Le Journal
12.30 Tele: Muneca Brava
13.51 Music Tour 2022

14.45 D.Anime: Gon
15.21 D.Anime: Les Blagues De...
15.40 D.Anime: Marco Macaco
17.03 D.Anime: Cleopatra In Space
17.30 Serial: Malory Towers
18.00 Live: Samachar
18.30 Jijaji Chhat Par Hain
19.30 Le Journal
20.10 Autour Des Valeurs...
20.20 Film: Student Of The Year 2
Starring Tiger Shroff, Tara



07.00 DDI Live
10.00 Serial: Vikram Betaal Ki Rahasya Gatha
11.12 Serial: Mann Mein Vishwas...
12.00 Film: Bezubaan
15.00 Live: Samachar
15.22 Saare Tujhyachsathi
15.43 Serial: Bommarillu
16.12 Sondha Bandham
16.33 Pyar Ke Sadqay

16.53 Bhaag Na Bachhe Koi
17.13 Kullfi Kumarr Bajewala
17.40 Bhajan Sandhya
18.00 Serial: The Demi-Gods And..
18.30 Mag: DDI Mag
18.32 Filler: Radha Krishna
20.04 Les Grandes Lignes
20.59 Local: Profil
21.14 Film: Adopt A Highway
With Ethan Hawke, Chris Sullivan



06.00 Mag: Motorweek
06.24 Mag: Vous Et Nous
06.52 Mag: Arts.21
08.17 Doc: Castles
10.23 Doc: Solar Storms
11.35 Local: Vous Et Nous
12.34 Mag: The Inside Story
13.26 Doc: Castles
15.02 Mag: Focus On Europe
16.10 Mag: Motorweek

18.00 Mag: Eco India
18.29 Mag: Shift
19.00 Student Support Prog...
19.58 Mag: Extra Time
20.30 Local: News (English)
20.48 Doc: Castles
21.40 Doc: Les Grand Mythes
22.12 Doc: Stolen Soul
23.37 Mag: Eco India
00.03 Mag: Shift
00.15 Mag: Carnet De Sante



01.20 Film: Le Fort De La Derniere..
02.59 Serial: S.W.A.T
03.54 Film: The Vow
05.19 Tele: Marimar
05.48 Tele: Rubi
06.51 Film: Le Fort De La Derniere..
09.00 Deux Filcs A Miami
09.45 Tele: La Beaute Du Diable

10.37 Tele: Fierce Angel
11.00 Serial: S.W.A.T
11.57 Film: The Vow
13.30 Tele: Marimar
14.45 Film: Le Fort De La Derniere..
16.35 Deux Filcs A Miami
17.21 Serial: Lincoln Rhyme
18.05 La Beaute Du Diable
19.00 Tele: Fierce Angel
19.28 Serial: Oh Yuck!
20.05 Tele: Missing Bride
20.30 Serial: Lincoln Rhyme
21.03 Serial: Knight Rider



07.00 Film: Mere Do Anmol Ratan
11.20 / 20.11 - Radha Krishna
12.12 / 20.28 - Anupamaa
12.36 / 20.32 - Mere Sai
13.07 / 21.09 - Agniphera
13.36 / 21.24 - Yeh Teri Galiyan
14.06 / 21.50 - Patiala Babes

14.30 / 22.15 - Main Maike Chali Jaungi Tum Dekhte...
15.00 / 21.46 - Yeh Hai Mohabbatein
15.23 Film: Aaj Ka Daur
Starring Jackie Shroff, Padmini Kolhapure
18.00 Samachar
18.30 Kundali Bhagya
18.59 Udaariyaan
19.29 Kuch Rang Pyar Ke Aise..
20.02 Sasural Simar Ka 2
20.30 Serial: Radha Krishna

Climat

Nouvelle canicule en France, désormais totalement touchée par la sécheresse

Frappée par une troisième vague de chaleur estivale qui remonte et s'intensifie dans le sud du pays, la France est désormais entièrement frappée par la sécheresse, après le passage de Paris et sa banlieue proche sous «vigilance», conséquence d'un mois de juillet le plus sec jamais enregistré.

La France devrait connaître mercredi des températures maximales «souvent supérieures ou égales à 35°C, avec des pointes à 39 ou 40°C sur le Sud-Ouest», a prévu mardi l'organisme public Météo-France.

De quoi placer 27 départements, sur les 96 de métropole, en «vigilance orange canicule»: du Bas-Rhin jusqu'à la Haute-Garonne en passant par le Vaucluse. L'essentiel d'entre eux se concentrent dans la partie est du pays.

Ce pic de chaleur «sera encore présent jeudi en se décalant vers l'est» et il devrait être plus court et moins intense que l'épisode caniculaire de la mi-juillet, a précisé Météo-France.

Toutefois, la répétition des pics de chaleur complique inhabituellement la situation, mettant les personnes les plus fragiles et la nature à rude épreuve.

Quelques jours seulement se sont écoulés entre ce nouveau pic de chaleur et la canicule de juillet, qui elle-même succédait à une première en juin, inhabituellement précoce.

«On est inquiet par ces répétitions rapprochées de vagues de chaleur» qui «ne permettent pas à des organismes de revenir à un fonctionnement normal», explique Isabelle Bonmarin de l'agence nationale Santé publique France (SPF).

«On s'attend à une surmortalité, notamment des 75 ans et plus», ajoute son collègue Robin Lagarrigue, précisant qu'un «bilan sera fait à la rentrée, en septembre».

Ces vagues de chaleur aggravent en outre une sécheresse exceptionnelle qui frappe désormais tout le



pays, Paris et ses départements proches ayant à leur tour été placés en «vigilance sécheresse».

Juillet 2022 a été le mois de juillet le plus sec en France depuis le début des mesures en 1958-1959, et le second mois le plus sec jamais enregistré (après mars 1961).

Le cumul des précipitations y a été de seulement 9,7 millimètres, un déficit de 84 % par rapport aux normales.

Les agriculteurs inquiets

Dans la quasi-totalité des départements, des restrictions ont donc été édictées. Dans les 58 en crise, seuls sont autorisés les prélèvements d'eau à «usages prioritaires»: santé (hôpitaux), sécurité civile (pompiers), eau potable, salubrité.

Ces restrictions d'eau inquiètent les agriculteurs, en particulier pour la culture du maïs. À l'échelle nationale, la proportion de parcelles de maïs grain considérées en état «bon à excellent» est passée de 75 % à 68 % en une semaine, selon le dernier

baromètre de la profession, du 29 juillet.

Dans les Pyrénées-Orientales (sud), les prélèvements en eau sont restreints de 50 % et Baptiste Cribellat, qui exploite 60 hectares de nectarines bio, espère que ça n'ira pas plus loin.

«Si on passe à l'étape au-dessus, on ne pourra plus irriguer du tout et les dégâts seraient monstrueux sur les arbres et les récoltes à venir», estime cet arboriculteur de la vallée du Tech.

Selon les scientifiques, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes (canicule, sécheresse, incendies, etc.) est une conséquence directe du réchauffement climatique, les émissions de gaz à effet de serre augmentant à la fois leur intensité, leur durée et leur fréquence.

L'Europe occidentale notamment (France, Espagne, Grèce) a connu cet été des mégafeux de forêts. Et l'intensité des épisodes de sécheresse risque encore d'augmenter, selon les experts de l'ONU.

Washington demande la saisie d'un avion immobilisé en Argentine

Washington a demandé mardi à l'Argentine de saisir un avion-cargo immobilisé depuis juin sur son sol, au cœur d'un imbroglio international.

Le Boeing 747 avait été vendu en octobre 2021 à une entreprise vénézuélienne par une compagnie iranienne en violation des sanctions américaines contre les deux entités, avance le ministère américain de la Justice pour justifier sa demande de saisie.

«En travaillant avec nos partenaires dans le monde entier, nous serons intraitables avec les gouvernements ou les entités étatiques qui essaient d'échapper à nos sanctions et à nos contrôles sur les exportations», a commenté Matthew Olsen, un haut responsable du ministère cité dans un communiqué.

Cet avion cargo a été immobilisé en Argentine le 8 juin et ses membres d'équipage retenus dans le pays. Un juge vient d'autoriser douze d'entre eux à partir, mais quatre Iraniens et



trois Vénézuéliens restent coincés en Argentine.

Le ministre argentin de la Sécurité Anibal Fernandez avait alors expliqué avoir reçu «des informations» de la part «d'organisations étrangères sur l'appartenance d'une partie de l'équipage à des sociétés liées aux Gardiens de la révolution iraniens».

Selon le ministère américain de la Justice, «le capitaine de l'appareil a été identifié comme un ancien commandant» de cette armée idéologique

iranienne, classée comme organisation terroriste par les États-Unis.

Téhéran assure que le statut de l'avion est «complètement légal» et que son immobilisation relève d'une «opération de propagande» liée aux tensions entre l'Occident et l'Iran sur son programme nucléaire.

Les relations entre l'Iran et le Venezuela, deux pays pétroliers sous sanctions américaines, sont fortes depuis des années et se sont encore renforcées récemment.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Védi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

Impression: Jim Printing

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr

Webseite: Lesocialiste.info

Des experts enquêtent sur le site du naufrage de la Victoire à Pointe aux Canonnières

Une étude de reconnaissance de l'épave du *Victoire* à Pointe aux Canonnières a été réalisée, du 25 au 27 juillet 2022, par des experts de l'Université de Stanford et de la Mauritius Marine Conservation Society. L'épave du navire français de 220 tonnes a été découverte par une équipe scientifique de la Mauritius Marine Conservation Society (MMCS) en 1988.

L'étude a été lancée dans le cadre d'un protocole d'accord entre le Département du plateau continental, de l'administration et de l'exploration des zones maritimes (CSMZAE) et le conseil d'administration de la Leland Stanford Junior University (Stanford University).

L'étude, qui s'inscrit dans le cadre du projet Mauritius Underwater Cultural Heritage (MUCH), a pour principaux objectifs de fournir un renforcement des capacités en matière de patrimoine culturel sous-aquatique (UCH), d'identifier et de documenter les ressources archéologiques marines dans les zones maritimes de Maurice sur une base plate-forme SIG ainsi que pour assurer l'intégrité de l'UCH identifié à travers les plans de gestion.

Il cherche également à rechercher des moyens de développer un tourisme UCH durable et de sensibiliser aux ressources archéologiques marines. Des formations similaires ont été réalisées sur l'UCH en mars 2019 et novembre 2021.

En outre, l'étude de reconnaissance a impliqué l'utilisation de techniques non intrusives pour entreprendre des exercices de renforcement des capacités en utilisant des techniques géophysiques et des opérations sous-marines pour étudier l'UCH. Il a permis de constituer un registre structuré



des observations de terrain sur et autour du site de l'épave de la *Victoire*. De plus, il a permis aux experts de décrire le milieu naturel entourant l'épave de la *Victoire*.

Le site de l'épave se trouve dans des eaux peu profondes et était donc un site idéal pour développer les capacités locales grâce à une formation aux méthodes d'archéologie maritime. L'étude a complété les programmes de formation précédents menés sous l'égide du projet MUCH et a fourni une expertise technique et une confiance supplémentaires aux parties prenantes concernées pour entreprendre des études sur les épaves. Les participants à l'étude comprenaient du personnel du CSZMAE, du Service hydrographique de Maurice, de la Garde côtière nationale (NCG), du Fonds du patrimoine national (NHF), de la Mauritian Scuba Diving Association (MSDA) et de Reef

Conservation.

L'étude de reconnaissance a enquêté sur le site de l'épave et ses environs en mesurant l'étendue de l'épave, en identifiant les vestiges physiques visibles et en géoréférençant précisément le site. Au cours de cette étude non intrusive, l'équipe a utilisé des techniques de géophysique marine (bathymétrie) et réalisé une documentation sous-marine à l'aide d'un véhicule télécommandé (ROV) et par des opérations de plongée (trilatération tridimensionnelle (3-D) et photogrammétrie). La cartographie bathymétrique du site de l'épave a été réalisée le 15 juillet 2022 par le service hydrographique mauricien. Les informations géospatiales recueillies au cours de l'étude seront compilées sur un système d'information géographique (SIG). L'analyse des informations servira à déterminer l'état de l'épave et de son environ-

nement naturel environnant. L'étude de reconnaissance guidera également la conduite d'autres enquêtes dans la zone désignée.

La Victoire

En 1804, le capitaine Jacques Genève conduit la *Victoire* lors de son dernier voyage de Madagascar à Port Louis. Sa cargaison se composait d'esclaves de Madagascar, de poudre à canon et de verrerie, ainsi que de bétail et de riz. Pourchassé par les navires britanniques HMS Tremendous, HMS Phaeton et HMS Terpsichore, le navire heurte le récif de Pointe aux Canonnières et perd son gouvernail. Incapable de naviguer, le navire s'échoue finalement à l'intérieur du récif, près de la batterie d'artillerie de Pointe aux Canonnières. L'équipage a débarqué les esclaves et a jeté le bétail par-dessus bord afin qu'ils puissent atteindre le continent. Alors qu'une chaloupe lourdement armée avec des marins britanniques s'approchait de la *Victoire*, le capitaine Genève a mis le feu aux deux extrémités du navire. Peu de temps après que tout l'équipage eut atteint le rivage, la poupe du *Victoire* explosa, tuant plusieurs marins britanniques.

Initialement, le site a été identifié comme étant l'épave de la *Méduse* (1733), mais d'autres études et découvertes d'archives ont confirmé qu'il s'agissait bien de la *Victoire*. Des recherches supplémentaires sur le *Victoire* et son épave en 1804 sont en cours aux Archives nationales de Maurice pour compiler des informations sur le contexte historique du navire et de sa cargaison.

Le ministre Balgobin déclare

La recherche et l'innovation sont essentielles pour le développement à Rodrigues

La recherche et l'innovation jouent un rôle central dans la formation de l'avenir du pays et c'est dans ce contexte que le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC) collabore avec plusieurs institutions à Maurice et à Rodrigues dans divers secteurs.

Cette déclaration a été faite par le ministre des Technologies de l'Information, de la Communication et de l'Innovation, M. Darsanand Balgobin, le 27 juillet 2022, lors du lancement d'une conférence de deux jours « Les Assises de la Recherche et de l'Innovation - RodInov 2022 » tenue à l'hôtel Cotton Bay. Il était en visite officielle à Rodrigues les 27 et 28 juillet 2022.

Le ministre Balgobin a souligné que depuis deux ans, la croissance économique a été affectée en raison des défis sans précédent de la pandémie de Covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne. De nombreux pays, a-t-il dit, sont entrés en récession et les prix des denrées alimentaires s'envolent sur le marché international. Maurice et Rodrigues devront travailler ensemble pour trouver des solutions face à ces défis, a-t-il souligné.

Il a rappelé que le budget 2022-2023 mettait l'accent sur le volet socio-économique pour Rodrigues dans le but de favoriser le développement et le progrès et d'améliorer la qualité de vie des citoyens. À cette fin, l'une des mesures clés pour stimuler les opportunités d'affaires et promouvoir l'innovation entrepreneuriale est de renforcer la collaboration avec l'Assemblée régionale de Rodrigues et le



MRIC, a-t-il souligné.

Parlant des « Assises de la Recherche et de l'Innovation - RodInov 2022 », il a souligné qu'il s'agit d'une plateforme qui permettra un dialogue national sur le développement et la mise en œuvre des innovations émergentes. Cela aidera également à construire une base solide pour mettre en place des stratégies au niveau national pour la recherche

et l'innovation à Rodrigues, a-t-il ajouté.

Il a indiqué que les recommandations du forum seront incluses dans la feuille de route nationale sur la recherche et l'innovation afin de mieux planifier les stratégies et les projets pour Rodrigues. Il a souligné que le Rodrigues MRIC a reçu Rs 5 millions dans le cadre du Rodrigues Research and Innovation Scheme pour des projets innovants. Six projets ont déjà bénéficié du programme, a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'un deuxième appel à propositions sera lancé et que 5 millions de roupies supplémentaires seront injectées dans le but de poursuivre le développement des ressources marines et côtières ainsi que du secteur des TIC.

En outre, le ministre Balgobin a évoqué les mesures gouvernementales pour Rodrigues, notamment la consolidation des secteurs de la pêche et de l'agriculture, la modernisation des activités portuaires, la résolution des problèmes liés à l'approvisionnement en eau, l'accès à l'éducation et l'exploitation du potentiel des énergies renouvelables.

Encourager les jeunes de Britannia à jouer un rôle plus actif dans le programme de prévention de la toxicomanie

Le ministère de la Santé et du Bien-être, en collaboration avec le Secrétariat national antidrogue de la Primature, a poursuivi ses efforts de sensibilisation et de formation des jeunes à travers le pays pour lutter contre le fléau de la drogue avec le lancement du Programme d'autonomisation des jeunes contre la drogue (YEPAD), au Britannia Community Centre.

Le ministre des Finances, de la Planification Economique et du Développement, Dr Renganaden Padayachy ; le ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal ; le secrétaire privé parlementaire, le Dr Muhammad Ismaël Rawoo ; et d'autres personnalités étaient présentes à la cérémonie de lancement.

Selon l'Enquête intégrée de surveillance biologique et comportementale 2020, la taille de la population des personnes qui s'injectaient des drogues en 2020, à l'île Maurice, était estimée à 6 600. Il a été constaté que ceux qui consommaient des drogues non injectables comme le cannabis ou des drogues synthétiques commençaient dès l'âge de 18 ans, tandis que ceux qui s'injectaient des drogues comme l'héroïne commençaient généralement vers l'âge de 21 ans. Le rapport a également souligné que 90% des personnes qui s'injectaient des drogues avaient commencé par consommer du

cannabis ou des drogues synthétiques.

Le YEPAD est donc une initiative d'une semaine d'éducation à la prévention de la toxicomanie et de renforcement du leadership, conçue pour former les jeunes et renforcer leur capacité à organiser activement des activités de prévention de la toxicomanie dans leur localité respective et les régions environnantes.

Il est rappelé que le YEPAD s'est tenu pour la première fois le 1er mars 2021 à Roche-Bois. L'objectif global de cette initiative est de sensibiliser 26 régions de Maurice à la situation de la consommation de drogue et de décourager les jeunes de tomber dans le fléau de la drogue en inscrivant leurs pairs dans la conduite d'un programme de prévention de la toxicomanie.

Des personnes-ressources d'organisations non gouvernementales et du personnel de l'unité de réduction des risques du ministère de la Santé et du Bien-être partagent avec les participants leurs connaissances et leur expertise sur le programme communautaire de prévention de la toxicomanie.

À ce jour, plus de 500 participants dans 16 régions de l'île ont participé au YEPAD, qui adopte une approche de prévention communautaire en responsabilisant et en engageant les jeunes dans la lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de drogues.

Assaut du Capitole

Sept ans de prison pour l'un des assaillants, militant d'extrême droite



Si cet homme n'est pas entré dans le Capitole, il a été considéré comme un des leaders de cette tentative de coup d'état (archives). ALEX EDELMAN / AFP

À la tête du premier groupe parti à l'attaque du siège du Congrès des États-Unis, en janvier 2021, il avait aidé à forcer les lignes policières, équipé selon les procureurs d'une arme de poing.

Un militant d'extrême droite a été condamné lundi à Washington à plus de sept ans de prison pour avoir participé à l'assaut sur le Capitole le 6 janvier 2021, la peine la plus lourde jamais prononcée à ce

jour. Guy Reffitt, 49 ans, membre du groupe « Three Percenters », avait été reconnu coupable en mars, notamment d'entrave au travail du Congrès et de la police, à l'issue du premier procès consacré à cette attaque.

À la tête du premier groupe parti à l'attaque du siège du Congrès, il avait aidé à forcer les lignes policières, équipé selon les procureurs d'une arme de poing, d'un gilet pare-balles, d'un casque et de menottes en plastique. Après avoir reçu du gaz irritant, il avait battu en retraite, tandis que des centaines de partisans de Donald Trump

semaient la violence et le chaos à l'intérieur du Capitole, retardant la certification de la victoire de Joe Biden à la présidentielle.

« Je ne suis pas entré, mais j'ai aidé à allumer l'incendie », s'était ensuite vanté sur une vidéo cet employé de l'industrie pétrolière, originaire du Texas.

Il menace ses enfants qui veulent le dénoncer

À son retour à Wylie, près de Dallas, il avait menacé ses deux enfants pour les empêcher de le dénoncer à la police. « Les traîtres, on les tue », avait-il déclaré sur une conversation enregistrée et transmise au FBI par son fils de 19 ans, Jackson. Lors du procès, l'accusation s'est appuyée sur de nombreuses vidéos le montrant, au premier rang, haranguer la foule et l'avait qualifié de « meneur ».

Jugeant que ses actes relèvent des lois fédérales sur le « terrorisme », les procureurs avaient ensuite réclamé une peine sévère de quinze ans de réclusion. Ses avocats plaidaient pour deux ans de prison, soulignant qu'il n'était pas entré dans le Capitole et n'avait pas commis de violence.

La juge Dabney Friedrich

a retenu une sentence intermédiaire de sept ans et trois mois de prison. Elle a qualifié ses actes « d'antithèse de la démocratie » mais a refusé de s'écarter trop des peines prononcées jusqu'ici, les plus lourdes étant de cinq ans et trois mois de prison.

Depuis l'assaut, plus de 850 personnes ont été arrêtées, 330 ont plaidé coupable et seuls une dizaine ont été jugés lors de procès. Pour l'instant, une centaine de peines de prison ont été prononcées. En parallèle à ce volet judiciaire, une commission d'enquête parlementaire cherche à faire la lumière sur le rôle de l'ancien président Donald Trump dans l'attaque. Son rapport est attendu à l'automne.



Le Kansas vote sur l'avortement, un scrutin test aux États-Unis

Les électeurs du Kansas, dans le Midwest américain, votaient mardi lors du premier scrutin majeur sur l'avortement depuis que la Cour suprême des États-Unis a annulé le droit fédéral à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Ils doivent dire si, oui ou non, la Constitution de cet État traditionnellement conservateur doit être modifiée pour en retirer la garantie du droit à l'avortement.

Au-delà des conséquences très concrètes que ce vote pourrait avoir pour les habitantes du Kansas, le scrutin est vu comme un test politique au niveau national, de nombreux États conservateurs ayant déjà interdit ou comptant interdire rapidement tout droit à l'IVG.

Les bureaux de vote ont ouvert à 7h, et le taux de participation s'annonçait élevé selon Marsha Barrett, agente électorale, d'après qui 250 électeurs étaient déjà venus au bureau de vote d'Olathe à midi – le même nombre qu'en une journée lors d'une élection présidentielle.

« Cette élection est folle », a-t-elle dit à l'AFP. « Les gens sont déterminés à voter. »

Les personnes en faveur du changement, les partisans du « oui », affirment qu'il permettrait aux législateurs de réguler l'IVG sans ingérence de la justice. La campagne « Value Them Both » – « Les deux comptent », en référence à la femme et au fœtus – assure que l'interdiction de l'avortement n'est pas son objectif.

Mais dans le camp d'en face, celui du « non », les militants voient dans l'amendement de la Constitution une tentative à peine voilée d'ouvrir la voie à une interdiction claire et nette par le parlement local dominé par les républicains, qui marcheraient ainsi dans les pas d'au moins huit autres États américains depuis la décision de la Cour suprême des États-Unis en juin.

Morgan Spoor, 19 ans, vote pour la première fois et veut promouvoir « le droit de choisir ».

« Je veux vraiment faire entendre ma voix, surtout en tant que femme. Je ne pense pas que quiconque puisse dire ce qu'une femme peut faire avec son corps », dit-elle.

Au contraire, Sylvia Brantley, 60 ans, a dit « oui » à la modification parce qu'elle pense que « les bébés comptent aussi ».

Elle a expliqué vouloir davantage de dispositions légales et réglementaires pour



que le Kansas ne soit pas un endroit « où les bébés sont tués ».

Réalité politique compliquée

Les partisans du « non » observent avec anxiété les États voisins du Missouri et de l'Oklahoma, qui ont imposé des interdictions quasi totales. Le Missouri n'admet ainsi aucune exception, même en cas de viol ou d'inceste.

D'autres États, dont la Californie et le Kentucky, doivent voter sur la question en novembre, en même temps que les élections de mi-mandat au Congrès, au cours desquelles républicains et démocrates espèrent mobiliser leurs partisans autour de l'avortement.

Au Kansas même, un élu conservateur local a présenté cette année un projet de loi qui interdirait l'avortement sans qu'aucune exception ne soit admise, même en cas de viol, d'inceste ou pour protéger la vie de la mère.

Actuellement, l'avortement est légal au Kansas jusqu'à 22 semaines de grossesse. L'autorisation parentale est requise pour les mineures.

Le vote, qui coïncide avec les primaires

du Kansas, constitue la première occasion pour les électeurs américains d'exprimer leur point de vue sur l'avortement depuis que la Cour suprême a annulé son arrêt historique de 1973 Roe c. Wade.

En plein débat tendu sur l'avortement, les résultats de mardi seront synonymes soit d'un coup de pouce, soit d'un camouflet pour chacun des deux camps.

Les démocrates sont généralement pour le droit à l'avortement, tandis que les conservateurs sont en général favorables à au moins quelques restrictions.

Mais au Kansas, la réalité politique est plus compliquée.

L'État est fortement d'allégeance républicaine et n'a pas voté pour un démocrate à la Maison-Blanche depuis 1964.

Toutefois, le comté le plus peuplé du Kansas a élu une démocrate, Sharice Davids, à la Chambre des représentants en 2018, et la gouverneure de l'État, Laura Kelly, est démocrate.

Selon un sondage mené en 2021, moins de 20% des sondés au Kansas étaient d'accord pour dire que l'avortement devrait être illégal même en cas de viol ou d'inceste.



Visite de Pelosi:

Taïwan «ne reculera pas» face aux menaces de la Chine, qui va lancer des manœuvres

La présidente de Taïwan Tsai Ing-wen a affirmé mercredi que l'île «ne reculerait pas» face à la menace de la Chine, qui s'apprête à lancer des manœuvres militaires dangereusement près des côtes taïwanaises en représailles à la visite de la présidente de la Chambre des représentants américaine Nancy Pelosi.

Lors d'une rencontre avec Mme Tsai à Taipei, Mme Pelosi, la plus haute responsable américaine à visiter l'île depuis 25 ans, a affirmé être venue «en paix» dans la région tout en assurant que les États-Unis n'abandonneraient pas l'île démocratique, qui vit sous la menace constante d'une invasion par Pékin.

Arrivée mardi soir à bord d'un avion militaire américain, Mme Pelosi a quitté l'île mercredi à 18H00 (10H00 GMT) à destination de la Corée du Sud, prochaine étape de sa tournée asiatique.

Avant son départ, Mme Pelosi a rencontré plusieurs dissidents qui se sont trouvés dans le collimateur de Pékin par le passé, dont l'un des principaux leaders étudiants des manifestations pro-démocratie de la place Tiananmen en 1989, Wu'er Kaixi.

«Nous sommes d'accord que Taïwan est en première ligne (de la démocratie)», a déclaré Wu'er. «Les gouvernements américain et taïwanais doivent (...) défendre davantage les droits humains».

Le bref séjour de la dirigeante américaine a déclenché l'ire de Pékin, qui considère Taïwan comme faisant partie de son territoire et s'oppose avec véhémence à toute forme de reconnaissance internationale de l'île.

«Ceux qui offensent la Chine seront punis», a menacé mercredi le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

Le ministère chinois de la Défense a promis des «actions militaires ciblées», avec une série de manœuvres militaires autour de l'île qui commenceront jeudi, dont «le tir à munitions réelles de longue portée» dans le détroit de Taïwan, qui sépare l'île de la Chine continentale.

Ces exercices «constituent une mesure nécessaire et légitime afin de répliquer aux



graves provocations de certains politiciens américains et des indépendantistes taïwanais», a déclaré à la presse Hua Chunying, une porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

«Face à des menaces militaires délibérément accrues, Taïwan ne reculera pas», a réagi la présidente taïwanaise.

«Nous allons (...) continuer à défendre la démocratie», a-t-elle affirmé lors de sa rencontre avec Mme Pelosi, qu'elle a remerciée pour avoir «pris des mesures concrètes pour montrer (son) soutien indéfectible à Taïwan en ce moment critique».

Selon les coordonnées publiées par l'armée chinoise, une partie des opérations militaires doivent avoir lieu à 20 kilomètres des côtes de Taïwan.

«Certaines des zones des manœuvres de la Chine empiètent sur (...) les eaux ter-

ritoriales de Taïwan», a déclaré le porte-parole du ministère taïwanais de la Défense Sun Li-fang.

Le Conseil des affaires continentales, l'organisme qui définit la politique du gouvernement taïwanais à l'égard de Pékin, a accusé le régime chinois de pratiquer une «intimidation vicieuse» qui aura «un impact sérieux sur la paix et la prospérité de l'Asie de l'Est toute entière».

Le Japon s'est quant à lui dit «préoccupé» par les exercices chinois, affirmant que certains allaient empiéter sur sa zone économique exclusive (ZEE).

Menaces

Les autorités taïwanaises ont signalé dans la nuit de mardi à mercredi que 21 avions militaires chinois avaient pénétré dans la zone d'identification de défense aérienne de l'île - une zone bien plus large

que son espace aérien.

Le ministère du Commerce de Pékin a également annoncé des sanctions économiques, dont une suspension de l'exportation vers Taïwan de sable naturel - un composant clé dans la fabrication de semi-conducteurs, l'une des principales exportations de l'île. Et l'administration chinoise des douanes a suspendu l'importation des agrumes et de certains poissons de Taïwan.

Le ministère taïwanais de la Défense a assuré que l'armée allait «protéger la sécurité nationale».

Plusieurs navires américains croisent également dans la région, dont le porte-avions USS Ronald Reagan, selon des sources militaires américaines.

La plupart des observateurs jugent faible la probabilité d'un conflit armé. Mais des responsables américains ont dit se préparer à des démonstrations de force de l'armée chinoise.

Même si des responsables américains se rendent régulièrement sur l'île, la Chine juge que la visite de Mme Pelosi, troisième personnage de l'État américain, est une provocation majeure.

La semaine dernière, dans un entretien téléphonique avec son homologue Joe Biden, le président chinois Xi Jinping avait déjà appelé les États-Unis à ne «pas jouer avec le feu».

Depuis 1979, Washington ne reconnaît qu'un seul gouvernement chinois, celui de Pékin, tout en continuant à apporter un soutien aux autorités taïwanaises, via notamment d'importantes ventes d'armes.

Les États-Unis pratiquent également «l'ambiguïté stratégique», s'abstenant de dire s'ils défendraient ou non militairement Taïwan en cas d'invasion.

Londres

Course à Downing Street: des propos de Liz Truss sèment la zizanie

La candidate à Downing Street Liz Truss s'est attirée les foudres des indépendantistes écossais du SNP en estimant lundi soir que la première ministre écossaise Nicola Sturgeon ne cherche qu'à «attirer l'attention» et qu'il convient de «l'ignorer».

Lors de l'un des 12 grands oraux dans la campagne pour succéder à Boris Johnson, la ministre des Affaires étrangères, considérée comme la favorite, s'est présentée comme une «enfant de l'union».

«Je crois vraiment que nous sommes une famille et que nous sommes mieux ensemble et je pense que la meilleure chose à faire avec Nicola Sturgeon est de l'ignorer», a déclaré Liz Truss, applaudie par les adhérents du parti à Exeter (sud-ouest de l'Angleterre).

«Elle cherche à attirer l'attention», a-t-elle poursuivi, estimant qu'il faut «montrer aux gens en Écosse, en Irlande du Nord et au Pays de Galles que nous tenons nos engagements pour eux et que nos politiques s'appliquent dans tout le Royaume-Uni».

À la question d'un nouveau référendum sur l'indépendance, Liz Truss a répété trois fois «non».

Sur la BBC, le vice-premier ministre écossais John Swinney a jugé «complètement et absolument inacceptables» les commentaires de Liz Truss. Les Écossais seront «absolument horrifiés par les propos nocifs» de la candidate.

«Nicola Sturgeon a bien plus de légitimité démocratique que Liz Truss n'en aura si elle devient première ministre», a-t-il déclaré mardi matin, faisant référence au fait que seuls les adhérents du parti conservateur - estimés à près de 200 000 personnes - ne prendront part au vote, qui ne représentent qu'une petite fraction du corps électoral.

«Mépris»

Le député SNP Chris Law a quant à lui dénoncé le «mépris total» de la «future première ministre».

De son côté, le concurrent de Liz Truss dans la course à Downing Street Rishi Sunak a mis en avant le soutien de 10 élus conservateurs écossais. «Faire que le Royaume-Uni reste ensemble signifie affronter le nationalisme et les battre dans les urnes», a tweeté l'ex-ministre des Finances, qui semble en train de réduire son retard.



Malgré le refus répété du gouvernement britannique, Nicola Sturgeon entend organiser un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse le 19 octobre 2023.

Anticipant un bras de fer judiciaire avec

le gouvernement central, la dirigeante indépendantiste a pris les devants et saisi la Cour suprême, pour que celle-ci détermine si le Parlement écossais a le pouvoir de légiférer pour organiser ce référendum sans l'accord du gouvernement britannique. L'audience est prévue les 11 et 12 octobre.

Les Écossais avaient déjà été consultés sur le sujet en 2014 et avaient voté à 55% pour rester au sein du Royaume-Uni.

Le SNP estime cependant que le Brexit, contre lequel les Écossais ont voté à 62% en 2016, a changé la donne. L'objectif du SNP est que l'Écosse rejoigne l'Union européenne en tant qu'État indépendant.

Les adhérents du parti conservateur britannique ont jusqu'au 2 septembre pour voter par correspondance pour désigner le successeur de Boris Johnson, qui a annoncé sa démission il y a près d'un mois après une succession de scandales. L'annonce du résultat est attendue le 5 septembre.

Selon le Times, un sondage privé donne seulement cinq points d'avance à Liz Truss, là où un sondage YouGov à la fin de la sélection des deux finalistes lui donnait 24 points d'avance. La cheffe de la diplomatie a reçu ces derniers jours une série de soutiens de figures de son parti ainsi que mardi du Daily Telegraph, quotidien influent auprès de l'électorat conservateur.

Catastrophes naturelles

Des pertes économiques de 72 milliards de dollars au premier semestre au niveau mondial

Inondations en Australie, tempêtes hivernales en Europe... Les désastres dits secondaires sont de plus en plus coûteux, selon une estimation de la société d'assurance Swiss Re.

Les inondations et tempêtes dans le monde ont pesé sur la facture des assureurs au premier semestre, les pertes économiques engendrées par les catastrophes naturelles se chiffrant à 72 milliards de dollars (70 milliards d'euros), selon une première estimation de Swiss Re, publiée mardi. Ce chiffre est inférieur à celui du premier semestre 2021, durant lequel les pertes économiques au niveau mondial avaient atteint 91 milliards de dollars. Mais le groupe suisse, qui fait office d'assureur pour les assureurs, met en évidence le poids grandissant des désastres dits secondaires, de plus en plus coûteux, entre les inondations en Australie, les tempêtes hivernales de février en Europe ou encore les tempêtes de grêle en France.



En ajoutant les désastres générés par l'Homme, tels que les accidents industriels, les pertes économiques issues de catastrophes naturelles et de sinistres ont atteint 75 milliards de dollars au premier semestre, contre 95 milliards de dollars sur la première moitié de 2021, a chiffré le réassureur. La facture pour les assureurs s'est élevée à 38 milliards de dollars, contre 49 milliards un an plus tôt.

Les désastres dits secondaires augmentent partout dans le monde

La facture pour les catastrophes naturelles seules (hors désastres humains) se chiffre toutefois à 35 milliards de dollars, soit 22% au-dessus de la moyenne sur dix ans, calcule le réassureur qui met en garde contre les effets du changement climatique. La fréquence des désastres dits secondaires, tels que les inondations et tempêtes, par opposition aux grandes catastrophes tels que les tremblements de terre ou ouragans, augmente partout dans le monde, note-t-il. « Les effets du changement climatique sont évidents dans le nombre croissant d'événements climatiques extrêmes, comme les inondations sans précédents en Australie et en Afrique du Sud », a déclaré Martin Bertogg, le directeur des activités spécialisées sur la couverture des catastrophes chez Swiss Re.



Les tempêtes de février en Europe ont coûté 3,5 milliards de dollars aux assureurs, selon les estimations de Swiss Re. La facture pour les inondations en Australie après des pluies torrentielles en février et mars se monte, elle, « jusqu'à présent » à 3,5 milliards de dollars, précise le réassureur. Les estimations pour les tempêtes de grêle et forte pluie en France se chiffrent de leur côté à 4 milliards d'euros en termes de pertes assurées.

France

Marine Le Pen tance Emmanuel Macron et réclame l'abandon des sanctions contre la Russie, qui « ne servent à rien »

Lors d'une conférence de presse mardi depuis l'Assemblée nationale, la présidente des députés du Rassemblement national a pointé une « inertie totale du pouvoir » depuis la réélection d'Emmanuel Macron.

Pour elle, les sanctions contre la Russie sont tout simplement inutiles. Marine Le Pen, la présidente des députés Rassemblement national (RN), a réclamé mardi 2 août l'abandon des sanctions prises contre la Russie en raison de la guerre en Ukraine.

« Je souhaite » que les sanctions « disparaissent pour éviter à l'Europe de se retrouver face à un black-out, notamment concernant les importations de gaz », a déclaré la dirigeante d'extrême droite depuis l'Assemblée nationale lors d'une conférence de presse de bilan de la séquence parlementaire. « Ces sanctions ne servent strictement à rien, si ce n'est à faire souffrir les peuples européens et, accessoirement, le peuple français », a-t-elle affirmé.

« Il faut être vraiment de mauvaise foi pour ne pas constater que, contrairement aux rodromontades de notre gouvernement, l'économie russe n'est pas à genoux et n'est pas en cessation de paiement », selon la députée du Pas-de-Calais. « Nous sommes beaucoup plus victimes de ces sanctions que ne l'est la Russie », qui « a trouvé d'autres clients » et qui « contourne les différents embargos », a ajouté la finaliste de la dernière présidentielle, en dénonçant « une succession d'échecs » de la part de l'Union européenne.

Le 1er juin, Marine Le Pen avait déjà mis en garde contre les « conséquences cataclysmiques sur le pouvoir d'achat des Français » des six paquets de sanctions contre la Russie décidés par Bruxelles. Pour elle, « la vraie sanction à l'égard de la Russie aurait été » de faire s'effondrer « les prix du gaz et du pétrole », ce qui « aurait beaucoup plus étranglé financièrement » ce pays.

« Inertie totale du pouvoir »

Lors de cette même prise de parole, Marine Le Pen a dénoncé une



« inertie totale du pouvoir » depuis la réélection d'Emmanuel Macron en avril, jugeant qu'« il ne s'est quasiment rien passé ». « On dit que c'est dans les cent premiers jours qu'on impulse, en quelque sorte, un mandat. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on n'a senti absolument aucune impulsion dans ces cent premiers jours d'Emmanuel Macron », a-t-elle taclé.

« La seule chose qui s'est déroulée, c'est ce projet de loi sur le pouvoir d'achat qui était une obligation. Emmanuel Macron ne pouvait pas faire autrement. Et on voit bien qu'il est très en deçà des besoins de nos compatriotes », a développé la présidente du groupe RN.

« Pour le reste, rien. Rien, zéro, la bulle. Rien n'a été impulsé par Emmanuel Macron en cent jours. C'en est presque étonnant, presque déroutant, cette inertie totale du pouvoir », a insisté Mme Le Pen.

« Girouettes »

La leader du parti d'extrême droite, battue au second tour de la présidentielle par Emmanuel Macron, le 24 avril, s'est par ailleurs réjouie « de voir que l'Assemblée nationale a repris du

pouvoir ». « C'est clair, c'est évident, c'est ici que les choses se passent. Ça fait bien longtemps qu'il ne se passait plus grand-chose à l'Assemblée nationale du fait des majorités pléthoriques qui se sont succédé. Il se passe enfin quelque chose, le débat, c'est ici qu'il se déroule, les décisions, c'est ici qu'elles sont arrachées, le combat politique, c'est ici qu'il se mène. »

Mme Le Pen s'est dite « extrêmement fière » des débuts des députés RN qui, avec quatre-vingt-neuf députés, forment le plus important groupe parlementaire de l'histoire du parti d'extrême droite.

Quant à la droite, « le ralliement de l'essentiel des députés Les Républicains à la majorité est aujourd'hui évident. Le vote d'un budget, même rectificatif, signe l'appartenance à une majorité. Le faux compromis entre Emmanuel Macron et l'état-major de LR ne trompe personne : la droite n'a rien obtenu d'autre que d'éviter une crise sur le budget, et donc une dissolution », a analysé la députée RN qui a qualifié les députés LR de « girouettes ».

A Madagascar, des voleurs de bétail tuent 32 personnes

Selon la police, les assaillants ont rassemblé les victimes à l'intérieur de trois maisons avant d'y mettre le feu.

A Madagascar, des voleurs de bétail ont tué au moins 32 personnes en mettant le feu à des habitations dans un village au nord d'Antananarivo. Dimanche 31 juillet, le président Andry Rajoelina a promis que les coupables seraient punis. « On doit trouver les auteurs de ce massacre et les condamner selon la loi en vigueur, a-t-il affirmé dans un message. L'armée malgache prend toutes ses responsabilités pour venir à la rescousse de la population et traquer les malfaiteurs. »

Selon la police, 32 personnes ont été tuées et trois blessées lors de l'attaque d'une douzaine de bandits sur le village d'Ambolotarakely, dans la commune d'Ankazobé, à environ 75 km au nord de la capitale, vendredi. Les assaillants – des voleurs de bétail,



connus localement sous le nom de « dahalo » – ont rassemblé les victimes à l'intérieur de trois maisons avant d'y mettre le feu, selon la police. Les trois blessés étaient en soins intensifs dans un hôpital local.

Situé sur une petite colline, le village d'Ambolotarakely est composé d'une douzaine de maisons avec des toits de chaume. Des images télévisées ont montré les trois maisons complètement incendiées, avec seulement des parties des murs encore debout. Des hélicoptères de l'armée ont été déployés pour localiser les suspects et aider les troupes terrestres à fouiller la région d'Ankazobé,

d'après la police.

Madagascar connaît des problèmes chroniques d'insécurité. En février 2016, douze voleurs et un villageois avaient été tués lors d'affrontements entre des gendarmes, des villageois et des voleurs de zébus près de la zone touristique d'Isalo (sud-ouest). Ces violences faisaient suite au vol de 400 zébus dans un village voisin par des dizaines de dahalo armés de kalachnikovs et de fusils de chasse. Le vol de bétail à Madagascar, à l'origine une tradition culturelle au cours de laquelle les jeunes hommes prouvaient leur virilité, tourne depuis plusieurs années au conflit sanglant.

Symptômes de la variole du singe :**«J'ai littéralement crié de douleur». Le patient partage les symptômes atroces de son expérience**

Une épidémie en cours de monkeypox, une infection virale causée par le virus du monkeypox, a créé un besoin pour le public d'être conscient de la maladie, de ses causes, de sa transmission, de ses symptômes et des traitements disponibles. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que la variole du singe était une urgence sanitaire mondiale. Cela survient alors que plus de 16 000 cas de monkeypox ont été signalés dans 75 pays.

La variole du singe n'est pas liée à la varicelle. Il fait partie de la même famille de virus que le virus de la variole, qui provoque la variole. Alors que le nombre de cas augmente, Sebastian Kohn, un Suédois de 39 ans vivant à Brooklyn, a parlé à The Guardian de sa douloureuse expérience avec la maladie.

Sebastian a partagé que ses symptômes avaient commencé une semaine après avoir assisté au festival New York Pride. Dans le cas de Sebastian, la maladie a commencé par la fatigue. Suite à la fatigue, ses premiers symptômes comprenaient une forte fièvre accompagnée de frissons et de douleurs musculaires. Ses ganglions lymphatiques ont également commencé à gonfler, ce qui lui a laissé une gorge saillante.

Selon le NHS UK, il peut s'écouler entre cinq et 21 jours avant que les premiers signes de monkeypox n'apparaissent. L'éruption révélatrice liée à l'infection apparaît généralement quelques jours après les premiers symptômes. Dans le cas de Sebastian, l'éruption est apparue deux jours après les premiers signes.

Il a partagé que l'éruption cutanée a commencé par des lésions anorectales - des plaies douloureuses sur l'anus et le rectum. Au départ, c'était une "sensation de picotement et de démangeaison". Puisque Sebastian n'avait aucun problème de santé sous-jacent, il pensait qu'il se rétablirait après avoir ressenti de légers symptômes. Cependant, l'infection s'est aggravée au point de lui faire ressentir une douleur atroce.

Sebastian a partagé qu'il avait développé de l'urticaire sur tout son corps et qu'il avait également des maux de tête, des douleurs aux doigts et aux épaules ainsi qu'une étrange douleur au tibia. "La nuit, je me réveillais fou avec à la fois la douleur et les démangeaisons des lésions et de l'urticaire, juste assis dans mon lit et me grattant", a-t-il déclaré.

Il a partagé que ses lésions anorectales étaient très douloureuses et se sont ensuite transformées en plaies ouvertes. "J'avais l'impression d'avoir trois fissures côte à côte, et c'était absolument atroce. Je criais littéralement à haute voix quand j'allais aux toilettes. Même garder la zone propre, comme me laver, était extrêmement douloureux.

Au plus fort de l'infection, Sebastian a eu plus de 50 lésions et une douleur intense qui a également provoqué une crise de panique.

Sebastian a reçu un approvisionnement de deux semaines de TPOXX, le médicament antiviral utilisé pour traiter la variole du singe. Actuellement, le médicament n'a pas été largement testé chez l'homme. Il a partagé que vous devez prendre trois pilules toutes les 12 heures, avec un régime riche en graisses. Sebastian l'a fait en mangeant beaucoup de bacon et de crème fouettée. Son état a commencé à s'améliorer car les lésions ont commencé à se dessécher très rapidement. « Il ne me reste plus que trois petites croûtes. Ce n'est que ces derniers jours que j'ai pu aller aux toilettes sans douleur. Il est actuellement toujours en isolement.

Monkeypox peut provoquer une vaste gamme de



signes. Certains des signes courants comprennent une température élevée, des maux de tête, des douleurs musculaires, des maux de dos, des ganglions enflés, des frissons, de l'épuisement et de la fatigue, ainsi que le signe révélateur d'éruptions cutanées qui commencent souvent sur le visage et finissent par se propager à d'autres parties du corps comme le mains, pieds, poitrine, organes génitaux ou anus.

Consultez un fournisseur de soins de santé si vous remarquez une nouvelle éruption cutanée ou tout autre symptôme de monkeypox. Évitez tout contact étroit avec les autres jusqu'à ce que vous ayez été examiné et que vous ayez reçu les résultats. Si le résultat de votre test est positif, il est important de vous isoler à la maison jusqu'à ce que vous soyez guéri. Vous devriez le faire jusqu'à ce que vos éruptions cutanées soient guéries, que toutes les croûtes soient tombées et qu'une nouvelle couche de peau intacte se soit formée.

Application to Director General of the Mauritius Revenue Authority for the issue of a Licence under Part III of the Excise Act

I Mrs Yasodevi Dookhun representing succession of Mrs Pudmowtee Dookhun of CNr Kooseal & Caskette ave Palma, Quatre Bornes have applied to the Director General of the Mauritius Revenue Authority for the transfer of a licence of Retailer of Liquor and Alcoholic Product-On/Off in respect of premises situated at Cnr Kooseal & Caskette ave Palma, Quatre Bornes to Mrs Yasodevi Dookhun.

Any objection to the issue of the above licence, should be made to the Director General, Mauritius Revenue Authority, Ehram Court, C/r Mon Seigneur Gonin & Sir Virgil Naz Streets, Port Louis within 21 days as from date published in the Gazette.

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE 24. NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Uncle Singh's Enterprise Ltd will apply to the District Council of Grand Port for a Building and Land Use Permit for a proposed victualler and operation of sports facilities at 56 Seegoolam Lane, Nouvelle France.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 05/08/2022

Application to Director General of the Mauritius Revenue Authority for the issue of a Licence under Part III of the Excise Act

I Mrs Yvonne Marie Claire Achille of A 54 Sugar Planters Point Aux Sable have applied to the Director General of the Mauritius Revenue Authority for the issue of a new licence of Retailer in Liquor and Alcoholic Product-Off in respect of premises situated at 54 sugar planters Point Aux Sables

Any objection to the issue of the above licence, should be made to the Director General, Mauritius Revenue Authority, Ehram Court, C/r Mon Seigneur Gonin & Sir Virgil Naz Streets, Port Louis within 21 days as from date published in the Gazette.

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **LENTE INVESTMENTS LTD**, a Category 2 Global Business Licence Company, having its Registered Office at Rogers House, 5 President John Kennedy Street, Port-Louis, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal under section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

Dated this 27th day of July 2022.

Rogers Capital Corporate Services Limited
Company Secretary

NOTICE UNDER SECTION 36(2)© OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the private company **HARAUD LTD** has, by Special Resolution passed on 05th July 2022, changed its name to **NORTHEAST REALTY LTD** as evidenced by the certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies on the 13th July 2022.

Dated this 01st August 2022.

Harisha SINGH
Director

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE PERMIT WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Ms Bibi Mariam Peerbaccus will apply to the District Council of Flacq for a Building and Land Use Permit for a proposed construction of staircase of ground floor and conversion of an existing building at first floor to be used as fitness centre at Bilar Lane, Salazie Road, Brisee Verdier

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 05/08/2022

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Private Company "Africa50 Infrastructure Partners I Ltd" has by a Board meeting held on 17 March 2022 resolved to change its name to "Africa50 Infrastructure Partners I Manager Ltd" as evidenced by a certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies on 12 July 2022.

Dated this 02 August 2022

IQ EQ Fund Services (Mauritius) Ltd
Company Secretary

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that Mr Rabishek Nath will apply to the District Council of Savanne for a Building and Land Use Permit for the Construction of a Green House for growing of tomatoes and other vegetables n.e.c... at Jugoo Lane, Mare Tabac and will not be using any motors for the development.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the abovenamed Council within 15 days as from date of this publication.

Notice under Section 311(2) of the Companies Act 2001

Notice is hereby given that **Ultimate Online Solutions Limited** being an Authorised Company (the "Company") and having its registered office at c/o Schindlers Trust Mauritius Limited, 2nd Floor, Block B, Medine Mews, La Chaussee Street Port Louis, Mauritius is applying to the Registrar of Companies to be removed from the Register of Companies under the provisions of Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has no surplus assets after paying its debts in full or in part and no creditor has applied to the Court under section 216 of the Companies Act 1984 for an order putting the Company into liquidation.

Any objection to the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of publication of this notice.

Schindlers Trust Mauritius Limited
Registered Agent

Dated this 1st day of August 2022.

Premier League (1ère Journée)

VENDREDI 5 août	Newcastle v/s Nottingham Forest
23 hres 00	
Crystal Palace v/s Arsenal	Tottenham v/s Southampton
SAMEDI 6 août	20 hres 30
15 hres 30	Everton v/s Chelsea
Fulham v/s Liverpool	DIMANCHE 7 août
Leicester v/s Brentford	17 hres 00
18 hres 00	Manchester United v/s Brighton
Bournemouth v/s Aston Villa	19 hres 30
Leeds v/s Wolves	West Ham v/s Man City

Football

Everton «en pourparlers» pour signer Michy Batshuayi de Chelsea



Michy Batshuayi était l'un des nombreux joueurs de l'équipe première à ne participer à aucun match amical d'Udinese ce week-end, après avoir été exclu de l'équipe itinérante et de retour à Cobham aux côtés de Timo Werner et Ross Barkley. Contrairement au cas de ces deux-là (et certainement de Werner), il n'y a eu aucun rapport de blessure pour Michy, ajoutant à l'idée qu'il pourrait être sur le point de déterminer un mouvement pour la saison à venir (et peut-être au-delà).

Bien que l'approvisionnement ne soit pas le meilleur, nous avons des rapports au cours des deux derniers jours de Football.London et 90min selon lesquels Everton est "en pourparlers" avec Chelsea au sujet de Batshuayi (en plus de Billy Gilmour et Ross Barkley, bien ce n'est plus ce dernier). Et ces pourparlers peuvent même impliquer un transfert, pas seulement un autre prêt comme nous l'avons fait à plusieurs reprises au cours des cinq (5 !) dernières années avec l'attaquant de 28 ans.

Batshuayi a passé toute la saison dernière à Beşiktaş, marquant 14 fois en 42 apparitions dans toutes les compétitions. Il lui reste un an sur son contrat avec Chelsea, et tout revenu de transfert que nous pourrions retirer de cette situation devrait être considéré comme un bonus pour nous, alors que nous envisageons plutôt l'avenir avec quelqu'un comme Armando Broja.

Chelsea prêt à offrir 142 millions d'euros à l'Inter !



En effet, selon la presse britannique, Chelsea serait prêt à faire sauter la banque et placer l'Inter dans une situation des plus inconfortables, à savoir se retrouver face à une offre impossible à refuser, mais avec le départ de deux piliers

« Le Club qui pourrait déposer une proposition "irréfutable" sur la table se nomme Chelsea, prêt à bouger sur trois fronts simultanément pour s'offrir Milan Skriniar, Denzel Dumfries et Cesare Casadei, pour lequel la première offre de 8 millions d'euros a été rejetée par les Nerazzurri: Les Blues savent que l'Inter ne laissera pas partir le Slovaque pour moins de 80 millions d'euros, tandis que le prix du numéro 2 de Simone Inzaghi a été fixé autour de 40 millions d'euros. Le club anglais pourrait faire monter l'offre à 20 millions d'euros pour tenter d'arracher le oui décisif pour Casadei."

"Soit une triple transaction qui permettrait à l'Inter de percevoir, à minima, près de 142 millions d'euros. Un maxi deal dont le propriétaire des Londoniens, Todd Boehly, et ses conseillers discutent ces jours-ci: Un assaut qui pourrait bientôt se concrétiser."

Newcastle United offre 47 millions pour James Maddison

Au fur et à mesure qu'ils avancent dans The Telegraph, les Newcastle United a fait une offre de 40 millions de livres pour James Madison. En échange, c'est une offre qui atteint 47 millions d'euros. Tout pointe vers la La ville de Leicester augmentera le prix de départ et exigera une plus grande somme d'argent.

Depuis que James Madison II a quitté Norwich City pour signer pour le La ville de Leicesterle joueur est devenu un pilier fondamental dans les plans de jeu des Renards et il est surprenant qu'il n'ait ajouté qu'une seule rencontre avec l'élastique du équipe



ationale d'Angleterre.

Après avoir marqué 18 buts et distribué 12 passes décisives lors de la dernière campagne toutes compétitions confondues, tout porte à croire

James Madison sera présent à la prochaine Coupe du monde au Qatar. Cependant, il peut être convoqué au grand événement en tant que joueur du Newcastle United et non de La ville de Leicester.

Comme on dit, les Magpies ont fait une offre de 47 millions d'euros pour le jeune homme de 25 ans. Cependant, il semble que le La ville de Leicester exigerait un montant plus élevé. Eddie Howe a informé la direction de la Newcastle United Quoi James Madison II doit être l'un des piliers de l'équipe et qu'ils doivent fermer la signature oui ou oui.

Après Pogba, la Juventus Turin est perturbée par de nouvelles blessures avant la reprise

Après Paul Pogba, la Juventus de Turin continue de voir ses joueurs remplir l'infirmerie. Après Pogba blessé au genou et toujours incertain sur son traitement, le milieu américain McKennie et l'espoir français Aké se sont ajoutés à la liste des blessés.

La Juventus Turin rallonge sa liste de blessés. L'équipe italienne, toujours dans l'attente de la durée de l'indisponibilité de sa recrue star Paul Pogba, voit se remplir son infirmerie avant même la reprise du championnat avec les blessures de son milieu américain Weston McKennie et de son espoir français Marley Aké.

McKennie en rééducation, Pogba toujours incertain

McKennie, déjà absent près de trois mois la saison dernière après une fracture à un pied, souffre de l'épaule gauche, a annoncé lundi le club italien sur son site. L'international américain (34 sélections, 9 buts) va « entamer son processus de rééducation » avec une durée estimée de trois semaines de « travail différencié », indique la Juve.

McKennie devrait donc manquer les deux premières journées de championnat contre Sassuolo (15 août) et la Sampdoria Gênes (22 août), alors que le milieu de la Juve est déjà privé de Paul Pogba. Sévèrement touché au genou



droit (ménisque latéral) lors de la tournée de préparation des Bianconeri aux États-Unis, Pogba continue de consulter des spécialistes avant de prendre une décision sur la nature du traitement.

Aké absent environ deux mois

La « Pioche » doit notamment rencontrer mardi un médecin à Lyon, a-t-on appris auprès de son club. Le milieu des Bleus pourrait

manquer le Mondial 2022 au Qatar (21 novembre au 18 décembre) en cas d'intervention chirurgicale, qui entraînerait de deux à quatre mois d'absence en fonction du type d'opération (ménisectomie ou suture).

La Juve va devoir également se passer en début de saison du jeune Français Marley Aké, 21 ans, victime d'une fracture au niveau du péroné. L'ex-ailier de l'Olympique de Marseille, à la Juve depuis début 2021, va être absent « environ deux mois », selon son club. Aké avait fait plusieurs apparitions en équipe première lors de la seconde moitié de la saison dernière, entré sur la pelouse notamment lors des trois derniers matches de la saison.

Chelsea conclut un accord de 50 millions de livres sterling pour le défenseur de Brighton Marc Cucurella

Chelsea conclut un accord de plus de 50 millions de livres sterling pour Marc Cucurella après de nouvelles discussions avec Brighton mardi soir.

Le joueur de 24 ans a déjà accepté de rejoindre le club de Stamford Bridge et attend le feu vert une fois que les détails les plus précis des frais et du paiement auront été transmis par les propriétaires de Brighton.

Cucurella avait déposé une demande de transfert la semaine dernière après avoir vu Manchester City contrecarré dans ses tentatives de le signer pour moins de 40 millions de livres sterling.

On avait considéré que l'ancien diplômé de l'académie de Barcelone ne voulait que rejoindre Pep Guardiola, mais il avait été convaincu du projet de Chelsea sous Thomas Tuchel et le nouveau propriétaire Todd Boehly.

De son côté, Brighton discute d'un accord séparé pour le défenseur central de Chelsea Levi Colwill, 19 ans, qui a impressionné en prêt à Huddersfield la saison dernière et a exprimé son intérêt pour l'ancien arrière latéral de Manchester City, Angelino.

Chelsea a eu quelques semaines chaotiques pour renforcer les options défensives de Tuchel, mais l'ajout de Cucurella, le joueur de l'année de Brighton la saison dernière, sera un coup majeur.

L'arrivée de Cucurella ouvrira la voie à Malang Sarr pour dénicher à Monaco en prêt avec une option d'achat pour environ 10 millions de livres sterling.

Chelsea veut ajouter au moins un autre défenseur central alors qu'ils se sont également renseignés sur l'arrière droit de Southampton Kyle Walker-Peters ainsi que sur



Denzel Dumfries à l'Inter Milan. Chelsea a également fait deux offres pour le jeune milieu de terrain Cesare Casadei.

Ruben Loftus-Cheek, qui a été présenté comme une option dans la proposition de Chelsea pour Wesley Fofana de Leicester, ne souhaite pas partir.

Les Blues ont des offres de Barcelone pour Marcos Alonso et Cesar Azpilicueta tandis que la Lazio veut signer Emerson Palmieri. L'équipe italienne de Spezia fait également pression pour l'international gallois Ethan

Ampadu.

La signature de 12 millions de livres sterling du gardien de but des Chicago Fire Gabriel Slonina pour un contrat de six ans a été confirmée hier soir. Le joueur de 18 ans retournera à Chicago en prêt tandis que Chelsea a également conclu un accord de 20 millions de livres sterling pour le milieu de terrain d'Aston Villa Carney Chukwuemeka.

La signature de 12 millions de livres sterling du gardien de but des Chicago Fire Gabriel Slonina pour un contrat de six ans a été confirmée hier soir. Le joueur de 18 ans retournera à Chicago en prêt tandis que Chelsea a également conclu un accord de 20 millions de livres sterling pour le milieu de terrain d'Aston Villa Carney Chukwuemeka.

Le jeune de 18 ans, qui avait rejeté un nouveau contrat à Villa et aurait demandé un contrat d'une valeur allant jusqu'à 100 000 £ par semaine, sera à Londres aujourd'hui pour son examen médical.

L'AC Milan avait offert 3 millions de livres sterling à l'international anglais U19 avant que Chelsea n'accepte de respecter le prix demandé par Villa. Il a signé un contrat de six ans.